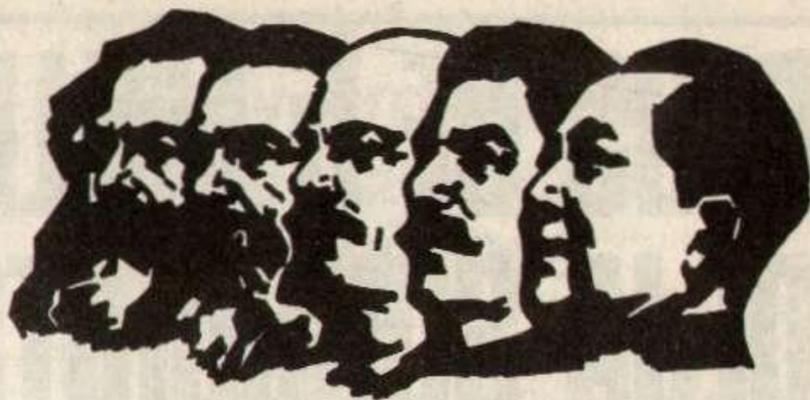


front rouge



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

N°102

7 FEVRIER 1974 / CCP FRONT ROUGE 31-191-14 LA SOURCE / BP 464 - 75065 PARIS CEDEX 2

1,50F

LA BOURGEOISIE RECULE PREMIERE VICTOIRE DES LIP LA LUTTE CONTINUE

Fotolib

L'unanimité militante des lip durera jusqu'à la victoire totale.

éditorial page 4



PLUS DE 5 MILLIONS DEJA SOUSCRITS PREMIERE VICTOIRE EN AVANT POUR LES 5 DERNIERS MILLIONS

Nous dépassons cette semaine le cap des 5 millions. Un grand pas est franchi. 5 millions, C'EST CE QU'IL FALLAIT POUR R E M E T T R E D A N S L'IMMEDIAT A FLOT NOTRE JOURNAL. Nous remercions chaleureusement tous les camarades, les amis, les lecteurs qui depuis 3 semaines se sont mobilisés sans relâche pour sauver Front Rouge. La rapidité avec laquelle les lecteurs de Front Rouge ont répondu à cet appel est la preuve de l'attachement de milliers et de milliers de personnes à l'existence d'une presse communiste. C'est grâce à votre effort intense qu'aujourd'hui Front Rouge continue. Cela signifie-t-il que c'est gagné, que Front Rouge est sauvé? Pas encore : si la souscription s'arrêtait aujourd'hui à ces 5 millions, il faudrait d'ici quelques

semaines repartir à zéro, relancer une nouvelle souscription pour couvrir de nouvelles dettes. C'est que, la seule solution pour ne pas s'endetter, pour que les rentrées d'argent équilibrent les dépenses, c'est d'AUGMENTER LE TIRAGE. Augmenter le tirage afin de permettre une diffusion militante encore plus grande, mais aussi afin de fournir aux NMPP suffisamment de journaux pour qu'ils prennent au sérieux la distribution de Front Rouge, pour que, partout où c'est nécessaire, on puisse trouver Front Rouge et pour que l'argent nous remonte enfin des ventes en kiosque. Et augmenter le tirage, ça coûte cher. Pour ces raisons, les 5 millions qui manquent pour arriver aux 10 millions sont nécessaires, indispensables pour que Front Rouge vive. NE RELACHONS PAS L'EFFORT, IL MANQUE

ENCORE 5 MILLIONS.

La souscription de cette semaine ne ressemble pas à celles des 5 semaines précédentes. Beaucoup moins de grosses sommes collectées par nos camarades dans les villes où ils font un intense travail politique. Par contre, beaucoup plus de petites sommes venant de cercles Front Rouge, de lecteurs isolés, d'abonnés ou de lecteurs qui achètent Front Rouge chaque semaine en kiosque. Les lettres de ces camarades isolés, qui n'ont de lien avec les marxistes léninistes que par le journal qui arrive chaque semaine dans leur kiosque, viennent encore confirmer combien il est nécessaire d'augmenter le tirage, d'augmenter le nombre de nos camarades qui auront la possibilité de lire Front Rouge.

FRONT ROUGE VIVRA.

dans notre courrier ...

Chers Camarades,

Nous vous envoyons 20 F. C'est évidemment fort peu, mais c'est vraiment tout ce que nous pouvons faire, nous continuons de vendre des bons de soutien autocollants que nous avons faits. Mais les lycéens et collégiens sont en général assez démunis et nous-mêmes, nous devons, avec le peu d'argent que nous avons, payer nos tracts, encre, etc, afin de mener une action de masse et faire connaître le plus possible les justes propositions des marxistes léninistes de Front Rouge.

Nous allons faire tout notre possible pour continuer nos envois.

Soutien à Front Rouge.

Le Mans

Camarades,

Nous avons assisté avec joie à la parution du No 100 mais notre effort ne se relâchera pas, les ventes vont se multiplier.

Le cercle marxiste-léniniste d'Epernay vous souhaite de réussir dans votre entreprise de 10 millions et même de les dépasser. Nous nous y emploierons.

Ci-joint, comme soutien : 141 F

Cercle marxiste-léniniste d'Epernay.

troisième liste

ROUBAIX	107,50
P.A. GRENOBLE	50,00
ROANNE	26,00
C.R. CONFLANS STE HONORINE	200,00
EPERNAY	63,00
M.M. CAEN	50,00
AMIENS	150,00
P.L. PUTEAUX	30,00
ORLEANS	10,00
R.N. NANTES	25,00
ST ETIENNE	500,00
M.M. ROUEN	50,00
MARTIGUES	100,50
M.M. MONT ST MARTIN	50,00
LE CIP D'ISLE SUR SORGUE	20,00
UN OUVRIER D'AIX	1,30
AIX	94,00
UN JEUNE DE CET	15,00
VILLEFRANCHE	106,00
COLLECTE A VILLEFRANCHE	
AU COURS D'UNE VENTE	20,75
BESANCON	4.020,00
NANTES	1 000,00
MACON	100,00
UN OUVRIER ALGERIEN	50,00
UNE LYCEENNE	20,00
UN TRAVAILLEUR ET SA FEMME	50,00
UNE LYCEENNE	15,00
UN RETRAITE	3,00
UN PROFESSEUR	350,00
LONGWY	262,00
UN RETRAITE DE LA MINE	1,00
UN JEUNE OUVRIER	3,00
MONTCEAU	2,50
AP AUCH	50,00
LILLE	90,00
DIJON	500,00
LYCEENS PROGRESSITES	20,00
UNE SYMPATHISANTE	10,00
UN ETUDIANT EN MEDECINE	20,00
UNE VIEILLE PAYSANNE	10,00
GRENOBLE	520,00
MARSEILLE	70,00
DF MONTGERON	50,00
BETHUNE	1 000,00
AMIENS	320,00
LE MANS	20,00
MG NANTUA	20,00
UN OUVRIER COMMUNISTE DU HAVRE	30,00
LE HAVRE	50,00
BL ST ETIENNE DE ROUVRAY	50,00
REIMS	15,00
ST-ETIENNE	120,00
SOUTIEN A LA PRESSE COMMUNISTE	
SUR LE MARCHÉ DE GENNEVILLIERS	33,50
UN ANCIEN MUTIN DE LA MER NOIRE	10,00
GENNEVILLIERS	182,00
M.CAGNES SUR MER	10,00
STRASBOURG	597,50
DP ST ETIENNE	100,00
PARIS FACULTES	430,00
RC GRENOBLE	40,00
UN CAMARADE VIETNAMAIEN	10,00
SOUTIEN INTERNATIONALISTE	
D'ETUDIANTS DE VINCENNES	6,00
BÉRLIET	100,00
GIVORS	500,00
UN OUVRIER DE RENAULT	100,00
UNE FEMME D'AGRICULTEUR DU NORD	70,00
UN SYMPATHISANT PARIS 14e	30,00
LYON	335,50
BOULOGNE S/MER	250,00
BESANCON	640,50
COLLECTE AU RASSEMBLEMENT COMMUNISTE	
DE DIJON POUR F.R.	250,00
VITRY	370,00
J.M. PARIS	300,00
TOTAL DE LA SEMAINE	14.875,55
TOTAL DEJA SOUSCRIT	35.938,40
TOTAL	50.813,95

POUR QUE FRONT ROUGE CONTINUE

JE VERSE :

10 F

50 F

100 F

envoyer avec la souscription correspondante à Front Rouge
B.P. 464 - 75065 PARIS CEDEX 02

POUR QUE FRONT ROUGE CONTINUE

JE SOUSCRIS UN ABONNEMENT
DE SOUTIEN

Nom : Prénom :

Adresse :

Profession :

1 an

150 f.

LA COURNEUVE : rateau occupée : pas un seul licenciement

Depuis Vendredi, les travailleurs de RATEAU sont en grève et occupent jour et nuit l'usine pour s'opposer à la fermeture de 3 ateliers (fonderie de précision, modelage, chaudronnerie) et aux 400 licenciements annoncés par la direction.

C'est donc un ouvrier sur 5 (Rateau emploie 1850 travailleurs) qui risque de se retrouver à la rue sans aucune chance de retrouver une place équivalente. Pour eux c'est la déqualification assurée. (A Rateau, la plupart des ouvriers sont qualifiés ou professionnels).

Déjà l'année dernière il y avait eu 95 licenciements et comme nous le disait un ouvrier au piquet de grève : « Sur les 50 qui ont été effectivement reclassés, j'en connais plus d'un qui ont été repris comme OSI alors qu'ils étaient P3 ». A l'époque le mot d'ordre de la CGT était : « Pas de licenciements sans reclassement »...

Ce mot d'ordre, les travailleurs en ont fait l'amère expérience ; aujourd'hui c'est pour « Pas un seul licenciement » qu'ils luttent. Et ils se sont vite rendu compte que ce n'est pas en débrayant une heure de temps en temps qu'ils imposeront cette revendication. C'est pourquoi Vendredi, en assemblée générale, ils ont voté massivement (72%) pour la grève avec occupation jour et nuit de l'usine et organisé des piquets de grève. Comme nous le déclarait un travailleur : « quand il y avait des débrayages ça marchait pas terrible... mais pour l'occupation on est tous pour... »

NON AUX LICENCIEMENTS !

En luttant contre ces licenciements les travailleurs luttent aussi contre le soi-disant « plan de redressement » que veut imposer la CGE dont Rateau est une filiale. En fait c'est d'un plan de démantèlement qu'il s'agit, la CGE fermant des ateliers et confiant une

partie de la production à des entreprises étrangères sous traitantes.

Non les travailleurs ne feront pas les frais de la crise ! A Rateau moins qu'ailleurs les licenciements n'ont rien à voir avec la crise du pétrole, en effet A. Roux (PDG de la CGE) déclarait récemment : « Il semble bien que notre groupe soit l'un de ceux qui doivent le moins souffrir de cette situation (la crise de l'énergie) ».

L'exemple de LIP montre clairement que les travailleurs peuvent imposer leurs revendications, s'opposer aux licenciements. Les déclarations crapuleuses de Krasuki n'y changeront rien, pour la classe ouvrière LIP est un exemple. C'est ce que nous disait un ouvrier de Rateau : « même si d'autres pensent le contraire, de mon point de vue à moi LIP c'est bien... »

NON AUX LICENCIEMENTS

NON AU DEMANTELEMENT



HALTE A LA REPRESSION CONTRE LES AUTONOMISTES BASQUES, CORSES ET BRETONS

Le 30 janvier, le Conseil des ministres décrétait la dissolution de 4 mouvements autonomistes de Bretagne, de Corse et du Pays Basque.

Parmi ces mesures, l'une, l'interdiction du mouvement basque Embata, est une réponse directe aux demandes pressantes du dictateur Franco que Marcellin a voulu camoufler en mesure d'ordre intérieur. Depuis longtemps, Embata avait organisé ses réseaux de soutien aux réfugiés basques espagnols, particulièrement depuis 1972, depuis que l'ETA est interdite en France. Immédiatement après l'exécution de Carrero Blanco, la presse espagnole, téléguidée par Franco, lançait une haineuse campagne contre les auteurs présumés de l'exécution et les prétendues complicités dont ils auraient bénéficié en France. Quelques jours plus tard, le gouvernement français donnait aux fascistes espagnols un premier gage en assignant à résidence dans le Nord, loin de chez eux, un certain nombre de réfugiés politiques basques. Aujourd'hui, la dissolution de Embata est une deuxième preuve de la collaboration de plus en plus étroite entre le régime franquiste et le gouvernement français. Conséquence dérisoire, mais immédiate : on laisse déjà entendre que Franco accordera, en retour, quelques miettes aux gros commerçants de la côte basque en laissant plus facilement les bourgeois espagnols aller faire leurs emplettes de

l'autre côté de la frontière. Pour ce qui est de la Corse et de la Bretagne, les travailleurs y manifestent depuis longtemps leur opposition au sort que veut leur faire subir la bourgeoisie capitaliste. Rappelons, dès 1967, les paysans de Redon qui affrontaient violemment les flics et aujourd'hui encore, ils manifestent contre les prix qui leur sont imposés et les contraignent à abandonner leurs terres. Plus récemment, la grève des ouvriers du Joint Français, et aujourd'hui, celle des ouvriers de Pédernec, contre des salaires encore plus bas en Bretagne qu'ailleurs. L'année dernière, les manifestations des pêcheurs corses contre les boues rouges qui mettaient en péril leur gagne pain...

En fait, ces milliers de paysans chassés de leurs terres, ces paysans bretons victimes de la transformation capitaliste de l'agriculture, ces paysans corses chassés par les anciens « pieds-noirs » qui ont racheté les meilleures terres, ces milliers d'ouvriers jeunes ou moins jeunes, réduits au chômage et obligés de quitter leur terre natale (c'est chaque année plus de 6000 travailleurs bretons qui viennent chercher du travail à Paris)... tous sont victimes d'une politique organisée par la bourgeoisie : réduire à presque rien le développement économique de ces régions pour les transformer en vastes réservoirs de main d'œuvre. Et quand, comme en Bretagne, la

bourgeoisie crée un minimum d'industrie, c'est pour y profiter des salaires particulièrement bas du fait du chômage qu'elle y maintient : c'est la politique poursuivie, par exemple, par Citroën à Rennes. Et en réalité la principale activité développée par la bourgeoisie y est le tourisme, activité parasitaire, non productrice de richesses : la côte corse livrée en pâture aux promoteurs immobiliers et marchands de loisirs du club Méditerranée à la chaîne d'hôtel Shrearton (filiale d'ITT). Et pour couronner le tout, la Bretagne sert de terrain de manœuvres à l'armée bourgeoise et c'est en Corse qu'est stationnée la moitié des effectifs de la Légion Etrangère.

Les travailleurs bretons et corses, victimes de ce développement inégal du capitalisme se sont révoltés contre ses conséquences, contre le chômage et les salaires de misère. A la révolte contre cette oppression, la bourgeoisie française ne sait répondre que par la répression et l'interdiction. Nous exigeons la libération immédiate de tous les détenus politiques. Nous sommes solidaires de la lutte des travailleurs, ouvriers et paysans bretons et corses contre la bourgeoisie impérialiste française, lutte qui est la même que la nôtre. Nous sommes solidaires des patriotes basques, réfugiés en France pour fuir la répression franquiste, et principales victimes de ces mesures.

smnv - nantes les ouvrières disent : non aux cadences ! non au chômage technique !

Dans cette usine de confection de pantalons travaillent 60 ouvrières, certaines venant de très loin. Pas de fenêtres dans l'usine, une chaleur accablante ; aux presses les femmes, même enceintes, doivent travailler debout 8 heures par jour. Un salaire de misère, souvent le SMIC, quand elles ne sont pas sous le coup du chômage technique (4 mois l'an dernier, dont la semaine de Noël).

Cette année encore, la direction menace les ouvrières de chômage technique, avec risques de licenciements, pour le mois de mars, sous prétexte qu'il n'y aurait plus de commandes. Paradoxalement, sans aucune consultation des délégués du personnel ou du comité d'entreprise, la direction décide d'imposer une augmentation des cadences de 13,5%, soit 50 pantalons à l'heure au lieu de 44, chiffre déjà très dur à tenir. Les ouvrières recevraient en contrepartie une augmentation de 5%, soit 2,60 F par jour. En plus des conditions de travail rendues plus épuisantes, c'est du vol pur et simple pour les travailleuses. Si elles ont obtenu l'an dernier la diminution des cadences à 44, ce n'est pas pour les voir remonter à 50 cette année !

Un vote organisé par la section CGT de la boîte montre que 56 ouvrières sont contre cette aggravation des conditions de travail. Devant ce refus massif, la direction décide de faire signer à chaque ouvrière un papier attestant qu'elle accepte ces nouvelles cadences. Sous la menace du lock out et du licenciement, 30 d'entre elles, parmi les plus jeunes surtout, acceptent. Elles sont immédiatement fermées à clé dans l'usine, au mépris de toute

sécurité (qu'arriverait-il en cas d'incendie par exemple ?).

Celles qui refusent de signer sont immédiatement mises à pied. Pour le patron, c'est une « punition ». Pour les ouvrières c'est un véritable lock out. Elles occupent alors immédiatement le réfectoire (mardi 29 janvier au matin). Avec la section CGT de l'usine, elles sortent un tract qu'elles vont distribuer devant le grand magasin Decré et les autres usines de confection de Nantes. Le patron refuse toute entrevue.

Les ouvrières sont décidées à rentrer travailler coûte que coûte lundi 4 février, après la fin de la « mise à pied » officielle. Elles sont décidées à faire une 1/2 heure de débrayage par jour de façon à ne pas dépasser une production de 360 pantalons dans la journée. Elles demandent une augmentation minimum de 20 cts de l'heure et le salaire égal pour toutes les filles qui sont sur le même poste.

Elles savent que le patron ne cédera pas facilement, et que la lutte risque d'être longue. Mais elles savent se battre, elles l'ont déjà montré en obligeant le patron à supprimer les abattements d'âge pour les filles entre 16 et 18 ans et à réintégrer une déléguée licenciée.

Aujourd'hui en France, la bourgeoisie tente d'exploiter encore plus la classe ouvrière en augmentant les cadences et en multipliant mesures de chômage technique et licenciements. La lutte des travailleuses de la SMNV est une lutte exemplaire à laquelle les communistes marxistes-léninistes de Front Rouge apportent leur ferme soutien.

Correspondant Nantes.

débrayage à chausson gennevilliers

Face au blocage des salaires, (la direction vient de donner généreusement 2% pour les 6 mois écoulés), face à l'augmentation des cadences et à toutes les mesures de surexploitation, les ouvriers de Chausson commencent à manifester leur mécontentement :

- à Chenard (secteur mécanique), quelques ouvriers coulent les cadences, la direction licencie l'un d'entre eux. Dans la semaine qui suit, l'atelier débraye 1 heure tous les jours pour empêcher le licenciement,
- à la CV, un atelier débraye à plusieurs reprises pour réclamer la mutation d'un chef raciste,
- à la RU, un ouvrier refuse du travail en plus de sa charge normale, il est mis à pied. Mais c'est une quinzaine d'ouvriers qui quittent l'atelier avec lui.

oignies : contre l'unité des ouvriers français et immigrés la cgt avance, l'unité des mineurs et porions

Mercredi 16 janvier, au poste de nuit, à la fosse 9 de Oignies (Pas-de-Calais) un porion frappe un mineur marocain, Abensar Hamed, déjà handicapé à la suite d'un accident à la mine. Spontanément, les mineurs arabes de l'équipe se mettent en grève.

De peur d'être débordés par ce mouvement, la CGT et le consulat marocain se dépêchent de présenter à la direction des Houillères un accord avec : mutation du porion et du mineur et paiement de la matinée de grève. Les Houillères refusent l'accord : le mouvement s'étend à tous les mineurs arabes des 2 fosses de Oignies.

La tactique de la CGT (suivie par la CFDT très minoritaire) est claire : union et solidarité entre tous les travailleurs, ouvriers et ETAM (agents de maîtrise) donc pour eux, « les torts sont sûrement partagés » ! Par contre elle n'hésite pas à accentuer la division entre les mineurs arabes et européens : en ne mobilisant pas les européens dans cette lutte.

Dimanche 20 janvier, sans avoir consulté les mineurs les syndicats, dans un communiqué déclarent : « les mineurs ont décidé de reprendre le travail lundi ».

Mais le lundi 21, la grève continue à Oignies et, à l'appel des travailleurs

arabes, s'étend à 11 fosses de la Région de Lens et de Douai : 1200 mineurs marocains et algériens sont en grève lundi.

LUNDI SOIR, L'ENTREPRISE DE SABOTAGE DES SYNDICATS REUSSIT.

Devant les mineurs arabes d'Oignies, réunis en AG, les « négociateurs » se succèdent pour expliquer que tout est réglé :

- aucune sanction contre le porion. Et le mineur, la possibilité de choisir un autre poste, s'il le désire !
- Les journées de grève doivent être récupérées.

En clair, c'est l'échec total de la grève. Quand à l'AG, un mineur lance dans la salle : « on a donc fait grève pour rien ? » on lui répond : « Mais non, car il est prévu que le statut social du mineur immigré sera examiné plus tard » !

Quelques mineurs expriment leur colère, mais complètement désorientée et démobilisée, la majorité accepte cet accord de trahison.

A Oignies, les mineurs arabes viennent de faire l'expérience que pas plus que sur le consulat, ils ne peuvent compter sur la CGT ou la CFDT pour défendre leurs intérêts.

Correspondants LENS

LIP: les injures révisionnistes cherchent à masquer les acquis de la lutte

L'encre des accords signés à Dôle par les syndicats de Lip et le patronat n'était pas encore sèche que déjà, de toutes parts, plumitifs de la bourgeoisie, politiciens du pouvoir et de son opposition respectueuse, s'affairaient pour donner leur version de l'affaire. Pour tout ce monde, il fallait enterrer la lutte de Lip, détourner les travailleurs de recourir à des luttes semblables, bref faire de Lip un contre-exemple. Pour cela, il fallait mentir.

Mentir, en présentant la solution imposée par les LIP à la bourgeoisie, comme un cadeau, une faveur d'un patronat compréhensif.

Mentir, en présentant «le plan Giraud», rejeté par les LIP le 12 octobre, comme un plan plus avantageux pour les travailleurs, une aubaine qu'ils n'ont pas su saisir à temps.

Mentir, pour ne pas escamoter le démenti infligé par les faits à un Messmer qui déclarait, tout excité, et la bave de l'impuissance aux lèvres, Lip c'est fini !

Or, Lip ce n'est pas fini. Les Lip sont arrivés aujourd'hui à un tournant difficile de leur lutte, mais ils n'ont pas capitulé.

En s'accordant sur les propositions du plan Neuschwander, les LIP n'ont en effet pas abandonné leur double mot d'ordre : Non au démantèlement, non aux licenciements.

Si le démantèlement prévu par la bourgeoisie est d'ores et déjà mis en échec, la lutte contre le licenciement continue. Et cette lutte s'inscrit dans un contexte nouveau et particulièrement difficile : la réembauche par groupes de plusieurs centaines des travailleurs de Palente, une réembauche échelonnée dans le temps. Selon la «conjoncture économique» dit le patronat, selon le rapport de force défini par la lutte, répondant les LIP. Car là réside la réponse véritable à la question : «Les LIP ont-ils eu raison de mener le combat jusque là. Ne devaient-ils pas renoncer avant ? ». Une chose, en tout cas, est certaine : il ne faut pas envisager de réponse à cette question sans se rapporter à ce qui a déjà été entrepris et mené à bien par les Lip. Par exemple :

1) A la liquidation de leur usine qui résultait de l'ignoble dépendance dans laquelle sont tenus les travailleurs par ceux qui possèdent les moyens de production, les LIP ont répondu par la démonstration claire et efficace qu'entre leurs mains l'usine pouvait tourner. Sans ouvriers, les patrons ne peuvent rien, sans patron les ouvriers peuvent refaire le monde. Cette vérité, les LIP l'ont éclairé aux yeux de millions de travailleurs, sans sombrer dans le mythe fumeux de l'autogestion, comme un simple enseignement de classe, comme un rappel d'une vérité élémentaire embrouillée par les discours trompeurs des réformistes.

2) Aux interventions de l'état bourgeois, les LIP ont répondu comme il fallait : par la riposte violente, quand les détachements armés de l'état ont occupé l'usine. Combien de travailleurs de LIP ont été poursuivis, matraqués, voire emprisonnés pour avoir défendu leur usine alors que l'abjecte presse aux ordres de la bourgeoisie mettait sur le compte des voyous la riposte à la voyoucratie institutionnelle de l'état bourgeois ! C.R.S., gardes-mobiles...

par le refus massif des propositions iniques du gouvernement, par Giraud interposé, dont le crédo était : licenciements d'abord, négociations ensuite. Le 12 octobre, le vote des LIP signifiait la même chose que la destruction collective des lettres de licenciement au mois d'Aout : l'unité des travailleurs de LIP face à la politique de chômage et de licenciement de la bourgeoisie.

- C'est cette unité que la direction confédérale de la CGT s'est efforcée de briser, c'est cette unité qu'elle combat aujourd'hui.

- Dans l'Humanité du 1er février, Krasucki, qui n'a décidément honte de rien, engage une campagne en règle pour dénigrer la lutte de Lip. Alors que les propositions capitulaires de la CGT consistaient à souscrire purement et simplement au plan Giraud, les LIP ont maintenu l'unité de leur front de lutte, leur refus de toute division dans l'emploi, donc dans la lutte. Face à cela, la section syndicale CGT de LIP s'est désagrégée. Aux délégués CGT, militants du Comité d'Action se sont joints dans l'action de nombreux cégétistes. La section CGT à LIP est devenue un fantôme. Si, dans les incertitudes du lendemain, elle tend aujourd'hui à se reconstituer un peu, un fait demeure : la ligne réformiste de collaboration de classe prônée par la confédération et toute axée sur le succès électoral du programme commun a été balayée par les travailleurs de LIP. Les réformistes qui ne se vantent pas de la façon dont ils ont réglé le conflit de la chaussure à Romans ni de l'issue peu avantageuse des luttes à l'imprimerie Larousse de Montrouge savent pourtant bien que la lutte contre le chômage et les licenciements est la plus difficile à mener, la plus incertaine dans ses résultats.

- Que les LIP aient obtenu ce qu'ils ont obtenu la semaine dernière, en plein développement de la crise économique de la bourgeoisie, n'est certes pas dû à un cadeau du patronat, mais à la lutte résolue qu'ils ont menée, des mois durant.

- Qu'ils n'aient pas obtenu davantage, notamment des garanties pour la dernière tranche d'embauche, c'est bien le produit de la politique d'isolement systématique de la lutte des LIP par la Confédération CGT et des manœuvres de la Confédération CFDT. La CGT en effet, ne s'est pas contentée de taire la lutte des LIP, elle l'a colonisée, présentée comme une aventure gauchiste; la Confédération CFDT, quant à elle, a tenté de lamener le moral des travailleurs de Palente en axant tous ses efforts sur une suite de «plans», parfois fantômes, en faisant tout dépendre de tractations avec l'état et le patronat, en cherchant à tout prix à se débarrasser du conflit gênant de LIP.

II n'y a pas lieu de crier victoire, mais ce qu'ont gagné les travailleurs de LIP est considérable :

- Ils ont gagné le droit de mener la lutte comme ils l'entendaient, ils ont imposé leur contrôle constant sur l'action en cours, ils ont redéfini dans la lutte le rôle des syndicats et cet acquis, si l'ensemble des travailleurs sait le consolider, est une arme décisive pour les luttes à venir.

- Ils ont gagné le droit de dire non aux solutions réformistes du Programme Commun, à la tactique qui en découle, faite de pacifisme, de respect scrupuleux de la légalité bourgeoise et de compromis toujours favorables à la bourgeoisie.

- Ils ont imposé un démenti cinglant aux fanfaronnades du Premier ministre de l'UDR. Ils continuent la lutte, et c'est leur lutte qui aujourd'hui encore partagera la France en 2 camps.

- Ils ont acquis l'expérience de la politique tortueuse et brutale de la bourgeoisie, des manœuvres et des pièges des réformistes. Ils ont su déjouer et combattre cette politique. Ils ont donné à toute la classe ouvrière une leçon de véritable syndicalisme révolutionnaire.

A LIP, LA LUTTE CONTINUE, POUR TOUTE LA CLASSE OUVRIERE.



les lip, décidés à déjouer toutes les manœuvres, celles de la bourgeoisie et celles des révisionnistes

«Nous avons obtenu un plan sans démantèlement, un plan qui prévoit le réembauchage de tous. Tout dépend de son application, la lutte n'est pas finie, mais nous devons y arriver.»

Jamais les Lip n'ont été si confiants dans leurs possibilités de faire céder la bourgeoisie. De nouvelles commissions sont mises sur pied pour étudier concrètement toutes les questions que pose la phase nouvelle dans laquelle la lutte est entrée. Ainsi vendredi après-midi une commission s'interrogeait sur les stages de formation auxquels des centaines de travailleurs vont devoir assister. L'accord signé avec Bidegain prévoit que «les programmes de ces stages (organisés à partir du 1er mars sur une période de 3, 6, ou 9 mois) seront établis en fonction des besoins de la nouvelle entreprise et des aspirations des bénéficiaires». Stage bidon pour certains : «les patrons ont-ils besoin de former les OS ? Qui va assurer la formation des cadres qui ont refusé de lutter ?...»

Tous les pièges possibles sont envisagés, la façon d'y répondre, les garanties à obtenir. Ces commissions sont animées par les militants de la CFDT et par ceux (syndiqués à la CGT ou non-syndiqués) qui se retrouvaient à il y a quelques mois dans le Comité d'Action.

Roland Vittot, responsable CFDT, Jeudi, à la sortie de l'AG au «Lux», réexpliquait la nécessité de cette information : «la CGT en vient à préférer un plan qui aurait des licenciements à un plan qui n'en prévoit pas, et de plus, avec Giraud, la CFDT était hors des murs» (Giraud supprimerait le secteur mécanique où se trouvaient les principaux dirigeants de la section CFDT).

La hargne des dirigeants révisionnistes s'explique par la déconfiture qu'a connu leur orientation dans le conflit. La petite valise rendue à Bidegain représentait la part du trésor de guerre détenu par la CGT rivalisant ridiculement à côté des 4 camionnettes et des 6 voitures rendues par la CFDT. Une petite valise contre 7 tonnes de marchandises, c'est à peu près le poids de leur influence dans la lutte des Lip.

C'est ce que doivent savoir tous les travailleurs de France sollicités par la propagande haineuse de la Confédération CGT !!!

«C'est le peuple qui fait l'histoire». Les quelques ouvriers de la CGT et du PeCaF n'avaient pas cru bon de venir. Il faut dire que la pratique de leurs directions avait été à la «fête» le matin à l'AG.

A la question de Piaget qui demandait pourquoi la PeCaF calomniait leurs acquis en diffusant les tracts dans toutes les boîtes de la ville pour expliquer que Giraud c'était bien meilleur et qu'il n'y a que deux cents ouvriers repris à Lip, Mercet (qui n'avait pas dû lire l'Huma du matin) ne peut que répondre : «ce doit être une erreur». La seconde intervention de la CGT sera encore plus ridicule : comme Piaget fustige la CGC, Mercet, qui a encaissé jusque là toutes les vérités débitées sur son compte, croyant qu'il parle de la CGT lui dit : «alors là, tu y vas un peu fort»...

Si à Lip, les révisionnistes sont battus à plate-couture, tout leur jeu est de répandre leur intoxic à l'extérieur. Aussi aujourd'hui, les Lip doivent passer un temps très important pour contrer toutes ces calomnies : une délégation de Lip, conduite par Piaget (qui rappela au PeCa la phrase de Lénine : «Seule la vérité est révolutionnaire»), a dû partir vendredi à Paris tenir une conférence de presse pour répondre à Krassucki.

Roland Vittot, responsable CFDT, Jeudi, à la sortie de l'AG au «Lux», réexpliquait la nécessité de cette information : «la CGT en vient à préférer un plan qui aurait des licenciements à un plan qui n'en prévoit pas, et de plus, avec Giraud, la CFDT était hors des murs» (Giraud supprimerait le secteur mécanique où se trouvaient les principaux dirigeants de la section CFDT).

La hargne des dirigeants révisionnistes s'explique par la déconfiture qu'a connu leur orientation dans le conflit. La petite valise rendue à Bidegain représentait la part du trésor de guerre détenu par la CGT rivalisant ridiculement à côté des 4 camionnettes et des 6 voitures rendues par la CFDT. Une petite valise contre 7 tonnes de marchandises, c'est à peu près le poids de leur influence dans la lutte des Lip.

C'est ce que doivent savoir tous les travailleurs de France sollicités par la propagande haineuse de la Confédération CGT !!!

Les Lip se sont battus pendant plus de 9 mois sur 3 revendications : NON AU DEMANTELEMENT ! NON AUX LICENCIEMENTS ! MAINTIEN DES AVANTAGES ACQUIS ! Ils ont d'autre part revendiqué la légitimité de leurs «payes sauvages» prélevées sur un stock de montres qu'ils avaient fabriqués eux-mêmes, et exigé la levée de toutes poursuites judiciaires. Prétendre comme le font les révisionnistes et la bourgeoisie qu'ils rentrent aujourd'hui battus, en proclamant qu'en octobre 73, le plan Giraud leur apportait plus, c'est ne tenir aucun compte des revendications qu'ils avançaient et des solutions apportées en octobre 73 et actuellement.

plan neuschwander

- **Non démantèlement**
 - un holding coiffe deux filiales : la nouvelle société horlogère et Spemelip.
 - le secteur mécanique est maintenu (Le lieu de direction et de production est à Palente : les ouvriers de Lip dépendront d'un même patron, auront un statut unique et travailleront au même endroit).
 - les ouvriers travaillant provisoirement chez Arbel (Spemelip) rejoindront tous l'usine de Palente le 1er Mars, date de redémarrage de Lip-Palente.
 - Fonctionnement séparé de Lip-Ornans. (Ce démantèlement a été organisé par les syndicats CGT et FO, majoritaires à Lip-Ornans.
- **Réemploi à terme de tous les Lip**
 - Dans le protocole d'accord il est assuré : «La nouvelle entreprise a pour projet, dans le cadre de son développement d'assurer à terme un emploi à toutes les personnes bénéficiant du présent accord».
 - (Le statut proposé par le plan Neuschwander s'applique à tous les ouvriers de Lip en chômage ou pas, embauchés ailleurs, en stage de formation, en arrêt de maladie, au service militaire.
 - Aucun licenciement : 300 personnes ont la certitude d'être réembauchées le 1er Mars 1974. Compte-tenu de la marche de l'entreprise, 500 sont repris le 1er septembre 74, la totalité le 1er janvier 75.
 - Organisation de stages dans la perspective de la réembauche dans l'usine. Priorité d'embauche pour deux ans.
- **Maintien d'un certain nombre d'avantages acquis.**
 - Suppression de l'échelle mobile des salaires mais pas de blocage : d'ici à Novembre 74, les salaires dont la base est le salaire de juillet 73 sont révisés par trimestre d'après l'indice INSEE. En novembre 74, révision des classifications.
 - mensualisation et primes maintenues.
 - Prime d'ancienneté remplacée par une indemnité compensatrice. disparaissant maintien des avantages pour le transport, jours chômés, restaurant, pré-retraite Lip.
- **Trésor de guerre**
 - restitution du trésor de guerre (argent de la vente des montres non-encore attribué, stocks, pièces prélevées sur les machines à Palente par les grévistes.
 - Levée des poursuites judiciaires.
 - Argent des «payes sauvages» compté comme indemnité de licenciement et de préavis à charge au syndicat de compléter les différences entre la totalité des indemnités à donner et le montant global des payes recues.



le secret de bidegain : démagogie et intensification du travail...

Bidegain, le patron que la bourgeoisie veut présenter comme patron de progrès, celui qui a réglé LIP après avoir réglé Romans, les travailleurs le connaissent bien.

- Ce dernier printemps, au moment où les grèves d'OS sont de plus en plus nombreuses contre les salaires de mère et la cadences exténuantes, Bidegain à la tête du groupe patronal «Entreprise et Progrès» (fraction du CNPF) propose ses solutions «modernes» : rotation des tâches, élargissement des tâches. De belles formules destinées à masquer l'exploitation tout en l'intensifiant : faire changer de poste l'OS toute la journée, ou lui faire faire plusieurs opérations liées entre elles en un temps plus court, bref l'user par les 2 bouts, intensifier encore les cadences. Un système contre lequel les ouvriers de Motorola à Toulouse sont entrés en grève, il y a quelques mois.

- Cet été, à Romans, les ouvriers de la chaussure Salamander menacés de licenciement par la fermeture de leur usine imposent leur réemploi. C'est Bidegain, chef du syndicat patronal de la chaussure, qui a mené les négociations. Tout en étant contraint de céder devant les ouvriers, Bidegain avançait ses projets dans une interview

ce qu'ont gagné les travailleurs de lip

plan giraud

- **Démantèlement de l'usine LIP**
 - un groupement d'intérêt économique regroupe 3 sociétés : horlogerie, armements et équipements civils (SPEMELEP), machines-outils (SUPELEC).
 - Ces 3 sociétés sont totalement distinctes, le G.I.E. n'est qu'un chapeau formel. Les Lip auraient eu à faire face à 3 patrons différents, ils auraient été dispersés dans trois usines différentes.
 - suppression du secteur mécanique : dans ce secteur travaillaient les principaux dirigeants de la lutte, CFDT (supprimer le secteur mécanique, pour Giraud, c'était tenter de se garantir l'arrêt définitif de la lutte après la reprise en enlevant leurs dirigeants aux Lip)
- **160 licenciements imposés au départ**
 - Giraud licencie 160 ouvriers
 - Giraud prétendait employer 989 ouvriers.
 - (Ou? Dans une ou plusieurs usines ? Aucune réponse. Quand ? «A une date proche à fixer». Réponse bien maigre qui ne pouvait en aucun cas lever le voile d'incertitude qui pesait sur ce plan.
 - Possibilité ou non d'une information professionnelle tout azimut (pas dans la perspective d'un réemploi chez Lip) avec priorité d'embauche pendant un an.
- **Annulation des principaux acquis : retour en arrière de 15 ans.**
 - Suppression de l'échelle mobile des salaires. Blocage des salaires pendant 6 mois.
 - Remise en cause de la mensualisation et des primes vacances et fin d'année.
 - Prime d'ancienneté supprimée et remplacée par une prime amputée lors des augmentations de salaire et la nouvelle ancienneté.
 - Suppression des cars gratuits, des jours chômés, de la pré-retraite Lip.

Dijon : les lip, venus huer Messmer, affrontent les flics.

Une intense campagne de mobilisation avait précédé ce rassemblement : Neuschwander ne signifie nullement collages massifs sur toute la ville, distribution de milliers de tracts sur les usines, les lycées, les marchés, parcours fléchés pour indiquer le lieu du rassemblement... 150 personnes ont assisté à ce rassemblement communiste très militant : des jeunes, des travailleurs immigrés mais aussi des vieux travailleurs dont certains pour la première fois prenaient contact avec les marxistes-léninistes de Front Rouge.

...soirée populaire à martigues

Les militants marxistes-léninistes de Front rouge, du CIP et du CACF de Martigues ont organisé une soirée populaire. Thème de la soirée : comment la bourgeoisie essaie de faire retomber la crise sur le dos de la classe ouvrière en France. Dans la salle, de nombreux drapeaux et banderoles, des tables de presse de Front Rouge, du CIP, avec panneaux sur les luttes anti-impérialistes, le chômage ; LIP, les revendications des CACF... Au buffet, on trouvait merguez, saucisses, pizzas... Une centaine de travailleurs, la majorité immigrés ont assisté à cette soirée. 2 films et une projection de diapositives sur le logement ont été projetés et appréciés : le film sur LIP et le film «NO PINCHA» ont été accueillis avec enthousiasme par l'assistance. Entre chaque film, de nombreuses discussions s'engagèrent sur la crise, la lutte des LIP, la réponse des marxistes-léninistes. Ce type de soirée populaire très vivante a permis aux marxistes-léninistes de développer les contacts avec les travailleurs et de populariser leurs mots d'ordre. C'est né qu'un début, d'autres réunions de ce genre suivront.

Ce tableau met clairement en évidence, n'en déplaise aux révisionnistes, la différence entre ces 2 plans, Plan Giraud : la bourgeoisie veut faire rentrer les Lip la tête basse : leur usine est démantelée, on les oblige à enterrer, pour pouvoir reprendre le travail, le licenciement de 160 de leurs camarades, ils perdent l'essentiel des avantages acquis dans les luttes précédentes. En présentant comme unique solution un plan non-viable (peu de capitaux ; Giraud avoue ne rien connaître au dossier), la bourgeoisie veut tromper les ouvriers : leur faire reprendre coûte que coûte pour éviter que leur exemple ne soit suivi, s'approprier par la suite à en licencier un nombre encore plus grand. Le plan Neuschwander leur assure la satisfaction d'une de leur principale revendication : le non-démantèlement. Il leur maintient bon nombre de leurs avantages. Non seulement les licenciements ne sont plus une condition pour la reprise mais les ouvriers entendent bien, aux différentes étapes du plan, imposer le réembauchage progressif de tous les Lip. Les Lip en votant ce plan massivement conservent cette unité qu'ils ont forgé pendant plus de 9 mois et qui leur sera indispensable pour forcer Neuschwander-Bidegain à respecter toutes les promesses de leur plan.

rassemblement communiste à dijonn...

La parole : accepter le plan avait précédé ce rassemblement : Neuschwander ne signifie nullement collages massifs sur toute la ville, distribution de milliers de tracts sur les usines, les lycées, les marchés, parcours fléchés pour indiquer le lieu du rassemblement... 150 personnes ont assisté à ce rassemblement communiste très militant : des jeunes, des travailleurs immigrés mais aussi des vieux travailleurs dont certains pour la première fois prenaient contact avec les marxistes-léninistes de Front Rouge.

André Roustan ouvrit ce meeting en rappelant son passé de militant communiste. Il dénonça vigoureusement les faux communistes du PeCaF qui, sur Dijon, avaient fait paraître un communiqué dénonçant les «affichages sauvages». Le témoignage émouvant d'une camarade faisant du tapage à la porte de la salle. Ils n'eurent pas plus de succès que les Renseignements Généraux qui tentèrent en vain de pénétrer dans la salle. A la fin du meeting, des jeunes qui ne connaissaient pas Front Rouge auparavant, sortirent enthousiasmés par le meeting. Ce qui frappe, c'est son caractère militant, l'enthousiasme par les 30 licenciements prévus. C'est sous rapport aux perspectives de la vie des applaudissements que les 2 révolution, la détermination des ouvriers de LIP prirent successivement

temoignages de syndicalistes de lip

Front Rouge a réuni deux syndicalistes révolutionnaires de LIP pour nous donner leur point de vue sur la situation à LIP. L'un milite à la CFDT l'autre à la CGT. Ce dernier a bien sûr désavoué tout au long de la lutte des positions de la confédération CGT et les dirigeants de la section LIP.

Front Rouge : Comment a été ressenti le nouveau plan par les travailleurs de LIP ?

C : Le plan a été accepté par tous les travailleurs en Assemblée Générale : tout le monde sentait bien que cette lutte ne pourrait pas durer éternellement et qu'il fallait quand même trouver une solution, celle là paraissait valable... C'est à nous de la faire respecter par la suite.

L : Avec le plan Neuschwander on s'est aperçu que le gouvernement avait lâché énormément de lest, qu'il fallait en profiter et que ça nous laissait la possibilité de pouvoir contrôler par la suite le ré-emploi. C'est à nous de maintenir le plan d'embauche à LIP ; pour ce qui est des avantages acquis on ne perdait pas grand chose. En ce qui concerne l'échelle mobile, mais avec révision de salaire tous les trois mois, et l'ancienneté qui était en partie récupérée par un système de balance, c'était pas mal et il fallait accepter bien que nous avions encore toutes les

armes pour nous battre. Nous n'avons pas été battu : je pense que c'est une victoire parce que nous avions les armes à la main et nous les avons posées. Surtout que nous pensions bien qu'en dehors de ce plan il n'y avait pas tellement d'issue, il n'y avait plus rien à espérer avant plusieurs mois.

C : Les ouvriers étaient tout de même prêts à continuer leur lutte... ça, fait plus de trois mois qu'on dit : «LIP c'est fini», Messmer, la télé, la radio, l'intoxication... Les ouvriers étaient prêts à continuer si le plan n'avait pas été accepté. Il n'y a qu'à se rappeler le plan Giraud qui n'a pas été accepté en AG.

Front Rouge : Par rapport à ce que dit la CGT sur le plan Giraud, à savoir qu'il était meilleur et qu'elle avait eu raison de le soutenir, qu'en pensent les ouvriers de LIP ?

C : Ils sont totalement contre les propos de la CGT. On l'a encore vu hier matin à l'assemblée générale où vraiment ils se sont fait bousculer sérieusement.

L : Il est évident que le plan Giraud était appuyé par la CGT et elle a tout fait pour qu'il soit accepté. Maintenant que le plan Neuschwander a été accepté par l'écrasante majorité des gars, la CGT fait tout son possible pour faire croire que c'est une défaite.

des ouvriers et une victoire de la bourgeoisie.

C : De toutes façons on ne comprend pas la position de la CGT puisque c'est Bidegain qui a traité l'affaire LIP et ce c'est lui qui a traité l'affaire de Romans alors que là bas c'était essentiellement la CGT... Ils sont plutôt mal placés maintenant pour dire : «Bidegain c'est un guignol».

Front Rouge : Et aujourd'hui comment les ouvriers envisagent-ils la suite de la lutte ?

C : Là nous avons plusieurs propositions : ne pas diviser les travailleurs et rester groupés. Pour cela on a plusieurs moyens : continuer la dépêche quotidienne qui sera distribuée à tous, ceux qui travaillent, ceux qui seront en cours de formation..., une assemblée générale du personnel non réembauché et une fois ou deux par semaine, on verra par la suite, on fera des AG communes en dehors des heures de travail. En plus continuer la popularisation à travers la France par des meetings.

L : La lutte prend d'autres aspects, mais elle n'est pas finie. C'est ça qui est important. Elle sera finie peut-être le 1er janvier 75. Tant qu'il restera un travailleur qui ne sera pas réembauché la lutte continuera. Il faut être vigilants, les ouvriers en sont bien conscients.

CHOMAGE

ce n'est pas la "crise" du pétrole qui est en cause... c'est la crise de surproduction



Manifestation contre Messmer à Lyon : «Messmer affameur ! 1500 F. pour 40 heures»

la réunion du 11 février à Washington : une nouvelle manœuvre u.s.!

A moyen et à long terme, les décisions des pays de l'O.P.E.P. créent une situation nouvelle des pays impérialistes par rapport aux pays qu'ils avaient pris l'habitude de piller. Le renchérissement du prix du pétrole, le rétrécissement actuel du pétrole disponible par rapport aux besoins des pays capitalistes offrent de larges possibilités aux pays producteurs et aux pays dominés. Alors que, jusqu'à présent, l'extraction du pétrole, son transport, son raffinage, sa distribution étaient le monopole quasi-exclusif des trusts du cartel (EXXON, SHELL, MOBIL, TEXACO, GULF, STANDARD OIL OF CALIFORNIA, BP), les devises que vont accumuler les états producteurs après la hausse rend possible un renversement de situation. Non seulement, (comme cela se passe déjà en Algérie par exemple), les états producteurs vont pouvoir multiplier les mesures de nationalisation, mais aussi, il devient possible pour eux de mettre à l'écart les compagnies du cartel de toute une partie du circuit suivi par le pétrole. Il est révélateur, par exemple, que dans la négociation d'état à état entre les pays producteurs d'une part, et des pays capitalistes d'Europe ou du Japon d'autre part, les premiers aient monnayé l'octroi de contingents importants de pétrole contre la construction de raffineries dans les pays, l'achat de méthaniens... C'est ce mouvement, ces tentatives d'états producteurs d'extraire le pétrole eux-mêmes, de le raffiner, de le transporter, voire de le distribuer, qui inquiète et affaiblit les pays impérialistes qui se trouveraient effectivement dépendants, pour leurs sources d'énergie, de ces pays. Le recours à d'autres formes d'énergie, comme l'énergie nucléaire, n'est pas forcément ce qui tiendrait d'affaire les pays impérialistes, car si l'énergie nucléaire devient, avec la hausse du prix du pétrole, compétitive par rapport aux autres sources d'énergie (pétrole, charbon, houille blanche...), il existe la possibilité très sérieusement envisagée par les pays arabes, d'utiliser les devises excédentaires qu'ils vont acquérir avec la hausse du pétrole, en investissant justement dans les autres sources productrices d'énergie, comme l'uranium.

La lutte des pays producteurs, même si, comme dans le cas de l'Iran, elle aboutit au renforcement militaire et économique d'un état agressif, même

si, comme dans le cas de l'Arabie Saoudite, elle ne s'est pas menée indépendamment de l'impérialisme US, cette lutte avec ses diverses composantes crée de nouvelles difficultés pour les pays impérialistes, aiguissant leurs contradictions avec les peuples dominés, et aiguissant aussi les rivalités inter-impérialistes. Cet aiguïssement est apparu clairement dans la dernière période. Pendant 3 mois, l'impérialisme US a mollement protesté contre les hausses et l'embargo qui le visait. Par le truchement des compagnies US du cartel, il a tourné cet embargo, pendant que les pays capitalistes d'Europe et du Japon, gros consommateurs de pétrole arabe, étaient le plus frappés. Chacun de ces derniers a tenté de se débrouiller pour son propre compte ; le Shah d'Iran et Fayçal... étaient assiégés par les délégués de ces pays venus négocier des contrats de vente du pétrole d'état à état passant au dessus des compagnies. Les conséquences politiques et économiques de cette situation sont importantes : remontée spectaculaire du dollar, coups d'arrêt brutaux à la construction européenne, flottement du franc décidé par le gouvernement...

Et c'est aujourd'hui, après avoir ainsi marqué des avantages importants sur ses rivaux japonais et européens que l'impérialisme US, étève la voix pour

LES DERNIERS VOYAGES DES REPRESENTANTS CAPITALISTES D'EUROPE ET DU JAPON.

Chassé-croisé au Moyen-Orient, les impérialistes s'arrachent les contrats avec les pays producteurs de pétrole : la concurrence est sévère.

- 17 janvier : le Japon accorde à l'Irak un prêt d'un milliard de dollars pour la construction de raffineries, d'un complexe pétrochimique, d'une usine d'engrais et d'une usine de liquéfaction du gaz. En échange, le Japon recevra 160 Millions de tonnes de produits pétroliers irakiens en 10 ans.
- 25 janvier, accord de gros Trade Bretagne/Iran pour 1974 : 5 milliards de tonnes de brut à 7 dollars le baril contre 110 Millions de livres de produits manufacturés britanniques.
- 27 janvier, Jobert en Arabie Saoudite confirme l'accord franco-saoudite : 800 millions de tonnes de brut en 20 ans contre le financement de divers projets industriels.
- 27 janvier à St-Moritz, le Shah d'Iran signe avec la RFA, en échange de livraisons de pétrole, l'Allemagne construira en Iran la plus grosse raffinerie du monde et un important complexe pétrochimique : projets de près de 3 milliards de dollars.
- 29 janvier : accord Iran-Italie pour la fourniture de 17 millions de tonnes de brut, contre des investissements italiens en Iran.
- 1er Février, Abdelsalam, ministre algérien, signe un accord avec le Japon : 10 millions de m3 de gaz algérien contre des capitaux japonais dans l'industrialisation et la prospection pétrolière algérienne.
- Courant février, un important accord Japon-Arabie Saoudite est prévu.

Licenciements en masse chez Râteau, chômage partiel chez Citroën, avec les jours chômés février : l'aggravation rapide du chômage est un trait marquant de la crise actuelle. Les causes ? La bourgeoisie on le sait a mis en avant très abondamment dans tous ses organes d'information le prétexte du pétrole : à l'écouter, les mesures d'embargo décidées en octobre par les pays producteurs furent un coup de tonnerre dans le ciel serein de l'expansion «continue» et «profitable à tous». Dans la lettre adressée aux travailleurs de Citroën, pour leur annoncer les jours chômés de février, la direction met en cause uniquement et dès la première ligne la crise pétrolière...

LE RALENTISSEMENT D'ACTIVITE... BIEN AVANT LA CRISE DU PETROLE.

Bien entendu, le prétexte est faux. La bourgeoisie elle-même fournit les preuves que l'accroissement du chômage et le ralentissement de l'activité industrielle ont commencé en France bien avant octobre. D'avril à septembre 73, le nombre de chômeurs augmentait selon l'INSEE de 17%. Toujours selon l'INSEE qui le souligne dans un document publié en décembre : «les affirmations des industriels reflètent un ralentissement de leur production qui donnait pour la période rentrée 72 - printemps 73, une progression de 10% l'an, donc 5% à partir du printemps 73.

L'étude de l'INSEE souligne que le ralentissement frappe particulièrement des industries fabriquant des biens de consommation courante : «crise pétrolière ou pas les industries mécaniques ne s'attendaient pas à une grande année 74. Le dégonflement des carnets de commandes s'était déjà fait sentir à la mi-1973» note la revue patronale «Expansion» de ce mois-ci. La fédération nationale du patronat des industries mécaniques le confirme : «On constate actuellement un léger fléchissement de la progression de la production, mais ce mouvement s'est amorcé dès le mois de MAI».

Dans le textile, comme le rapportait le «Monde» du 15 décembre (interview du directeur de la Lainière de Roubaix) des patrons ne se gênent pas pour dire que la réduction de l'approvisionnement en matières premières «aura au moins le mérite d'éviter de financer des stocks inutiles» ce qui sous entend la mévente envisagée antérieurement.

Dans l'automobile, tous les constructeurs français s'attendaient dès le printemps au ralentissement : leurs prévisions donnaient une progression de la production de 2 à 3% en 74 par rapport à 73, alors que celle de 1972 atteignait 11%.

LES CAUSES REELLES DE LA CRISE ACTUELLE.

Ce qui est en cause ici ce sont les difficultés pour les capitalistes d'écouler leurs marchandises à cause de la réduction constante du pouvoir d'achat. La soif de profit qui pousse les capitalistes à déverser sur le marché des quantités toujours plus grandes de produits, les amène en même temps à réduire les capacités de consommation des masses, par la hausse des prix intérieurs et les bas salaires. En 1973 l'augmentation moyenne des prix selon l'indice officiel gouvernemental a été de 12% sans parler des impôts. Les produits alimentaires qui, constituent à eux seuls 40 à 50% des dépenses de l'ouvrier ont fait un bond de 15%. Les travailleurs sont donc obligés de rogner leur consommation en tout : voiture, habillement, nourriture, etc... Les limites imposées par le capitalisme à la consommation des masses créent donc une crise de surproduction. Bien entendu la limite de la consommation des masses à l'intérieur des frontières de notre pays n'explique pas seulement cette surproduction.

LA CONQUETE DES MARCHES EXTERIEURS NE RESOUD PAS LA CRISE.

Pour aider les monopoles français à conquérir des marchés, à réaliser d'immenses profits par les exportations, la bourgeoisie n'hésite pas à prendre des mesures qui freinent la consommation intérieure. Ainsi, la récente décision de faire flotter le franc qui équivaut à une dévaluation de fait, vise à rendre les produits français moins chers à l'exportation c'est à dire plus compétitifs vis à vis des produits concurrents mais, dans le même temps, les biens de consommation à l'intérieur des frontières françaises sont frappés de hausse.

De telles mesures correspondent à une politique systématique des capitalistes. Ainsi diverses branches industrielles produisant des biens de consommation se sont tournées vers l'exportation : les exportations de textile ont plus que doublé durant les 15 dernières années, et en 1973 avec 10 milliards de francs, elles représentaient 1/3 de la production, dirigé notamment vers la CEE, mais aussi vers les marchés des USA et des pays révisionnistes. Dans la chaussure, les exportations se sont accrues ces dernières années pour atteindre près de 30% de la production 1973 pour une valeur de 1,3 milliards de francs. Dans l'automobile, les exportations, inférieures à la moitié de la production en 1960, représentent aujourd'hui près de 60% de celle-ci. Les prix concurrentiels à l'extérieur ont pu être établis sur la base d'une modernisation de la production liée à l'intensification du travail de concentrations d'entreprise s'accompagnant de fermetures et de licenciements,

c'est notoire dans le textile et la chaussure. Les profits réalisés avec des prix élevés à l'intérieur, permettraient de développer les investissements pour moderniser l'appareil de production.

LA CRISE DE SURPRODUCTION FRAPPE L'ENSEMBLE DU MONDE CAPITALISTE.

Mais le marché international, où se déroule une âpre concurrence, a aussi des limites. A cet égard, la crise que traverse aujourd'hui l'industrie automobile, est significative de la profondeur de la crise du système capitaliste dans son ensemble. L'essor de la construction automobile, liée aux plus grandes branches de la production capitaliste, symbolise le développement industriel dans la plupart des pays capitalistes. C'est le cas en France où l'activité professionnelle d'une personne sur 10 dépend de cette branche industrielle qui fait un chiffre d'affaires de 37 milliards de francs, soit 15% du budget annuel de l'Etat français. Ces dernières années, la construction

automobile française a acquis une bonne position sur le marché international, plus de la moitié de sa production est aujourd'hui exportée. Mais le marché de l'automobile, très développé, dans les pays capitalistes, atteint un point de saturation auquel se heurtent les exportations françaises.

Aussi la crise de surproduction frappe-t-elle l'ensemble du monde capitaliste. La revue boursière «La Vie Française» a donné cet exemple : «La production US d'automobiles connaît des variations d'une année à l'autre mais, par rapport à une moyenne qui n'a guère changé depuis plus de 10 ans... Car le marché américain est saturé. Le marché européen le sera prochainement.» C'était début Octobre à l'occasion du salon français de l'automobile, avant toute mesure d'embargo sur le pétrole. Dès le printemps 73, les constructeurs automobiles fixaient à environ 5% pour 1974 le développement de leurs exportations, alors que celui-ci était environ de 10% précédemment.



VITRY: nouvelle agression raciste !

Mercredi 30 janvier à minuit et demi, quatre travailleurs immigrés se rendaient à la gare de Vitry après leur travail à l'usine DBA à Vitry. Avenue Jean Jaurès, des hommes masqués les ont abordés en disant : «sales arabes, qu'est-ce que vous foutez en France ?». Comme les travailleurs, (hommes d'un certain âge) continuaient leur chemin sans répondre à la provocation, les hommes masqués leur ont tiré dessus; tous les quatre ont été blessés, dont deux grièvement : des balles dans le ventre et aux poumons. C'est dans ce quartier qu'en juin dernier a été assassiné Fernando Ramos. Dans les cités, dans les foyers arabes, les travailleurs sont prêts à riposter.

- Ripostons tous unis, français et immigrés;
- Organisons des comités de vigilance!

abonnez-vous
Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France	pli normal	1 an	60 F
		3 mois	15 F
pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.	pli fermé	1 an	120 F



un remède pire que le mal

L'échec du spontanéisme, la clarification des tâches des révolutionnaires qui accompagne la croissance du parti ML et l'intensification de la lutte de classes, placent un certain nombre d'organisations qui se réclament du marxisme-léninisme (la Gauche Révolutionnaire, les restes du Travailleur etc...) à la croisée des chemins. Alors que ces groupes politiques s'interrogent aujourd'hui sur leur pratique, il nous paraît nécessaire de mettre en garde tous les militants ML sincères contre les fausses solutions, opportunistes que certains proposent.

La volonté d'unité des ML authentiques se heurte au maintien provisoire d'un pôle opportuniste autour du journal l'Humanité Rouge et de son organisation. Dans cette période où la nécessité du Parti révolutionnaire est de moins en moins ouvertement remise en cause, le rôle de l'Humanité Rouge est de s'opposer à l'édification du Parti révolutionnaire en utilisant les armes de celui-ci, c'est à dire en se parant de tous les attributs d'un Parti révolutionnaire.

Au fur et à mesure que s'édifie le Parti communiste, les armes utilisées contre lui varient. Si les spontanéistes faisaient merveille il y a 2 ou 3 ans, il est plus payant aujourd'hui de se réclamer du Parti Communiste pour mieux le combattre. C'est une caractéristique des organisations trotskystes que de combattre l'avant garde ML en se plaçant sur son terrain, en la singeant. A ce titre, l'HR s'apparente aux organisations trotskystes; elle en constitue même une variante plus pernicieuse, puisqu'à la différence de celles-ci, elle se réclame de Staline et des pays socialistes.

Rien d'étonnant que ceux, qui ici ou là, se sont toujours opposés dans le passé à la nécessité du Parti révolutionnaire (sous prétexte que les conditions de sa création n'étaient pas remplies) regardent aujourd'hui vers l'Humanité Rouge. Ce changement est en effet largement tributaire d'une

grande continuité dans l'opportunisme, car les positions spontanéistes et celles de l'HR présentent ceci de commun, qu'elles débouchent l'une et l'autre sur une incapacité notoire à prendre en mains à chaque étape les tâches de la révolution, à élaborer une ligne marxiste-léniniste, à proposer autre chose au prolétariat que la conciliation avec le révisionnisme et une alliance sans principes avec la petite bourgeoisie. Oui ! la question de l'unité est inséparable de la question du Parti. Mais il y a 2 façons fondamentalement opposées de poser la question du Parti :

- affirmer la nécessité du Parti, de manière générale et abstraite, sans référence aux tâches concrètes de la période.
- affirmer la nécessité du Parti en définissant sur la base d'une stratégie révolutionnaire, une tactique juste qui permette de gagner les masses au Parti. Et ces 2 façons contradictoires de poser la question du parti s'accompagnent de 2 attitudes différentes :

- les tenants de la première conception escamotent tout débat politique, se contentant de ressasser cette vérité qu'il était juste de créer le Parti, sans poser une seule seconde la question de savoir comme le continuer dans la pratique, une fois qu'il a été créé.

- les tenants de la seconde conception sont prêts - quant à eux - à engager le débat avec tous ceux qui le désireiraient, en liant l'histoire du Parti révolutionnaire à la précision des tâches révolutionnaires de la période. Attention camarades ! L'opportunisme craint comme la peste les discussions politiques ; il se raccroche à des ragots, à des faits isolés sans liens entre eux, il se nourrit de l'apolitisme. Ceux qui refusent aujourd'hui d'examiner honnêtement qui, dans la pratique édifie réellement le Parti révolutionnaire, ceux là ont déjà fait leur choix et voudraient entraîner les autres dans la même direction. A ceux qui ont intérêt aujourd'hui à

ce que les choses se précipitent afin d'escamoter le fond du débat politique actuel, les communistes honnêtes ont intérêt à opposer une attitude patiente et réfléchie.

Mieux vaut une organisation qui se trompe, mais qui a le courage de remettre en cause sa pratique, qu'un «Parti» croupion qui à l'audace de se faire passer pour l'avant garde M.L. et qui n'aspire finalement à rien d'autre qu'à reconstituer en France un P.C.F. des années 50.

Les questions que des militants sincères se sont posées à partir de l'examen de leur pratique, méritent un autre débouché que le marais opportuniste.

Qu'attende d'une organisation empêtrée dans ses contradictions et dans l'incohérence de sa ligne politique ?

Dans la lutte contre la bourgeoisie «fascisante», l'HR propose l'alliance au P.C.S.F (cf appel au P.C.S.F de juin 1973); mais comment pourra-t-elle concilier cette position avec la caractérisation qu'elle donne du P.C.S.F (agent du social-impérialisme) et la complaisance dont elle fait preuve à l'égard de cette même bourgeoisie «fascisante», sous couvert de lutte contre le social-impérialisme (HR 208 : article sur l'Europe).

On conviendra que la préparation de la Révolution Proletarienne armée nécessite plus de cohérence.

Mais si l'Humanité Rouge ne sait trop quel ennemi choisir, elle fait preuve de constance dans son opposition systématique à Front Rouge, comme en témoignent encore la semaine dernière l'article consacré par l'HR aux difficultés financières de Front Rouge. Que l'HR en arrive dans ses colonnes à souhaiter la disparition de notre journal au moment même où il fait appel à la solidarité de ses lecteurs, conduit à s'interroger sur le camp auquel appartient ce groupe opportuniste. Tous les communistes sincères ne manqueraient pas de demander quelle est la raison d'une telle hostilité.

OCTOBRE

n° 3-4
ELEMENTS SUR LE MOUVEMENT
MARXISTE-LÉNINISTE EN FRANCE

OCTOBRE entreprend la publication, avec les numéros 3/4 et 5, d'éléments d'analyse sur le mouvement marxiste-léniniste :

- Le numéro 3/4 qui paraîtra la semaine prochaine, comprend une étude de l'histoire de l'avant garde en France, depuis la constitution des premières forces ML jusqu'au printemps 71. Il étudie d'autre part le rôle qu'a joué l'UJC (ml) jusqu'en 68, et la façon opportuniste dont cette organisation s'opposait à la constitution du parti révolutionnaire.

- Enfin il analyse la ligne et les positions actuelles de l'Humanité Rouge, principal pôle de regroupement de l'opportunisme dans le mouvement qui se réclame du marxisme-léninisme.

- Le numéro 5 comprendra une étude sur les origines lointaines du mouvement ml et de la dégénérescence du P.C.S.F.

- Il engagera d'autre part la critique des positions d'un certain nombre de groupes qui se réclament du marxisme-léninisme. Il développera les perspectives actuelles des marxistes-léninistes.

attention :

Pour passer vos commandes
Octobre - BP 34 75061
Paris Cedex 02
CCP 33-999-29 La Source

LE NUMERO

10^f

demande de contact

Nom : prénom :
adresse :
profession :
envoyer cette demande à :
Front Rouge BP 464 - 75065 PARIS CEDEX 02

comores :
en réponse
à la volonté
d'indépendance
nationale,
l'impérialisme
français
déclanche
une vague
de répression

Depuis septembre 1973, de nombreuses grèves des enseignants et lycéens secouent l'archipel des Comores, colonie de l'impérialisme français. Le 28 décembre, les lycéens participent à une vaste manifestation; ils incendient la Chambre des Députés, 2 ministères et les locaux de la police. Depuis, le pouvoir colonial a mis en marche sa machine répressive. Des légionnaires, des parachutistes et des gendarmes ont été envoyés de la Réunion et participent aux arrestations de patriotes comoriens. Il y a quelque temps, l'impérialisme français parlait d'indépendance pour les Comores, voilà qui laisse entrevoir quel type d'indépendance envisage l'impérialisme.

LIBERTE POUR TOUS LES PATRIOTES EMPRISONNES HORS DES COMORES, L'IMPERIALISME FRANCAIS.

VIETNAM: UN AN DE VIOLATIONS DES ACCORDS DE PARIS PAR LA CLIQUE US-THIEU

Le 21 janvier 1973, les impérialistes américains étaient contraints de signer les Accords de Paris après une dernière et éclatante défaite au-dessus de Hanoï en Décembre 1972. Par ces accords, l'impérialisme US était obligé de retirer ses troupes d'agression du Vietnam, de cesser tout acte d'agression contre la République démocratique du Vietnam. L'existence de 2 administrations, 2 armées, 3 forces politiques (le GRP, le gouvernement Thieu et la 3ème composante) était officiellement reconnue. Le retour complet à la paix reposait sur la création d'un Comité de Réconciliation chargé de préparer des élections générales libres.

Cette victoire mettait un terme à 115 années d'occupation étrangère au Vietnam. Dans la lutte du peuple vietnamien pour reconquérir son indépendance totale et réunifier sa patrie, une nouvelle étape s'ouvrait. Cet accord marquait un immense pas en avant, mais non pas encore la victoire totale, car l'impérialisme US n'a pas encore renoncé à dominer le Vietnam. C'est pourquoi, dès le lendemain de la signature de l'accord Nixon a poussé son fantoche Thieu à multiplier les violations du cessez le feu.

Quant au GRP, non seulement il a scrupuleusement respecté les accords, mais il a mené une lutte vigoureuse pour leur application. Il a mobilisé des couches sans cesse nouvelles, dans la défense des prisonniers politiques, pour les libertés démocratiques, pour la paix. Dans cette lutte, la 3ème composante a joué un rôle tel que Thieu a finalement été obligé de reconnaître son existence, qu'il continuait à nier. La politique

belliqueuse de Thieu a de moins en moins d'appuis. Il devient chaque jour plus clair qu'il est le dernier lambeau de la présence US au Vietnam, uniquement soutenu par les subsides, les conseillers et les armes yankees. Au sein de sa propre administration, il se trouve isolé. Des soldats de mutinerie, d'autres refusent d'appliquer ses ordres et fraternisent avec les soldats des Forces Armées Populaire de Libération. Même certains milieux de sentiment pro-US se détachent de lui. Chaque jour, l'impérialisme US comprend mieux que toutes les spéculations qu'il avait bâties sur l'application des accords tombent à l'eau. L'audience des patriotes s'accroît de jour en jour et la défaite de la clique pro-US devient de plus en plus flagrante. Pour prévenir cette défaite totale, l'impérialisme US lance le barbare Thieu dans une politique aventuriste de plus en plus agressive. Depuis le mois d'Octobre, les violations du cessez le feu ont pris une proportion plus vaste, les zones libérées ont été bombardées.

La lutte pour l'application des accords, c'est mettre un terme aux agressions de Thieu. Les FAPL repoussent victorieusement les assauts des troupes fantoches. Cette politique de Thieu loin d'étouffer les aspirations à la paix et à la concorde nationale du peuple vietnamien, ne fait que les renforcer. Ne pouvant rien espérer de la paix Thieu aggrave sans cesse les violations du cessez le feu; il subit des défaites cuisantes et accroît son isolement. La seule voie pour le retour à la paix au Vietnam est l'application des Accords de Paris, l'arrêt de tout soutien yankee à Thieu, le retrait des conseillers US du Vietnam.

sur les traces de la c.i.a. les révisionnistes de moscou au secours de thieu... contre la chine rouge

Après l'équipée peu glorieuse de leur armée dans l'archipel des Hsisha, Thieu vient de renouveler ses provocations anti-chinoises en faisant débarquer ses fusiliers-marins dans l'archipel plus méridional des Nansha. Il vient de recevoir un appui inespéré des sociaux-impérialistes «soviétiques».

L'hebdomadaire «soviétique», «Temps Nouveaux», spécialistes des calomnies haineuses contre la Chine, s'est une nouvelle fois surpassé. Dans un article publié le 1er février, les sociaux-impérialistes «soviétiques» osent reprocher à la Chine d'avoir riposté à l'agression des fantoches sud-vietnamiens et d'avoir eu recours «une fois encore à la force armée en politique extérieure au lieu de chercher à régler les problèmes par des moyens pacifiques». On croit rêver...

mais non. Ce sont bien les envahisseurs de la Tchecoslovaquie qui accusent la Chine d'avoir défendu, les armes à la main, une partie de son territoire national plutôt que d'engager des négociations avec le fantoche Thieu ! Ce sont les mêmes qui, en 1969, alors qu'ils tentaient d'occuper l'île chinoise de Tchan-Pao criaient à l'expansionnisme chinois ! Que jusqu'à présent, tous les Atlas soviétiques aient indiqué les différents archipels de la mer de Chine méridionale comme territoire chinois n'arrête pas la plume des commentateurs de «Temps Nouveaux». Dans leurs manœuvres d'encercllement de la Chine, les sociaux-impérialistes sont prêts à bafouer les principes les plus élémentaires comme le respect de l'intégrité territoriale d'un pays souverain. Ils sont prêts à chercher tous les alliés possibles, jusqu'au régime fantoche de Saïgon. Voilà qui jette un jour particulier sur le «pacte

de sécurité collective» que les dirigeants du Kremlin prétendent imposer aux pays d'Asie.

Mais l'impudence du social-impérialisme ne s'arrête pas là... Le commentateur de «Temps Nouveaux» explique à sa façon la ferme attitude de la Chine: «Si Pékin a usé de la force armée aux Iles Paracels, c'est pour ne pas être en retard sur les monopoles capitalistes américains, japonais, australiens et britanniques qui cherchent à prendre le contrôle du plus grand nombre possible de gisements de pétrole». Retournons la question: si Moscou soutient indirectement les provocations du régime fantoche de Saïgon, n'est-ce pas aussi parce qu'il vaut mieux, pour le social-impérialisme, que les richesses pétrolières du peuple chinois soient entre les mains des grandes compagnies capitalistes plutôt que de la Chine socialiste !

Mais la logique contre-révolutionnaire du social-impérialisme ne s'arrête pas là. Dans le même numéro de «Temps Nouveaux», un long article consacré aux ravages de la drogue aux USA, accuse la Chine d'être la grande responsable du trafic de drogue et d'alimenter le marché américain. Vieille calomnie de la CIA, abandonnée aujourd'hui par l'impérialisme américain en raison même de sa grossièreté et de son extravagance. Alors qu'aujourd'hui on connaît de mieux en mieux la part prise par l'armée fantoche de Thieu ou les rescapés des bandes du Kuomintang en Thaïlande dans le trafic de la drogue, les sociaux-impérialistes puissent leurs informations dans les poubelles de la CIA avec une incroyable impudence. Ils font pire. Ils vont jusqu'à accuser la Chine d'être

LE CESSEZ LE FEU

- Nombre de violations commises par la clique Thieu	312976
- Dont tentatives d'empiètement sur la zone libérée	35575
- Et violations de l'espace aérien de la RDV par l'impérialisme US	39

«Le cessez le feu ne signifie pas la cessation de la guerre» a dit Thieu le 28.1.73

PRISONNIERS POLITIQUES

- Nombre de prisonniers recensés dans les geôles de Thieu	202000
- Nombre de prisonniers libérés	1500
- Nombre de personnes emprisonnées depuis la signature de l'accord	35000

«Il n'y a pas de prisonniers politiques au Sud Vietnam».

Il n'y a que 2 catégories de prisonniers: 21000 prisonniers de droit commun et 5081 prisonniers communistes (Thieu)

En outre 920000 personnes sont parquées dans des camps de concentration.

PRESENCE US AU VIETNAM

- Nombre de conseillers US en poste au Vietnam	24000
- Dépenses US au Vietnam en 1973	3 milliards de dollars
- Envois d'armes depuis la signature des accords	700000 tonnes
	500 avions
	600 pièces artillerie lourde

«Le président Nixon a le droit de donner l'ordre de nouveaux bombardements» (Schlesinger, Ministre de la guerre).



de plus en plus nombreux les patriotes participent à la lutte de libération

HALTE A LA REPRESSION AU MAROC MANIFESTATION

SAMEDI 9 FEVRIER 15H.
PORTE CLICHY

indirectement responsable des massacres de Song My au Vietnam: «au procès des bourreaux de Song-My, il a été prouvé que la plupart des participants au massacre s'étaient drogués avant d'aller tuer des femmes, des vieillards et des enfants. Voilà à quoi conduit la démoralisation de l'ennemi menée par Pékin». Niant la décomposition interne de l'impérialisme, les révisionnistes nient en même temps sa nature criminelle, comme si les impérialistes avaient besoin de se droguer pour être des assassins, bref, la présence des GI's au Vietnam se justifierait s'ils n'étaient pas drogués. Voilà à quelles ignominies conduit l'abandon du marxisme-léninisme et la politique social-impérialiste des dirigeants du Kremlin.

Au même moment, des membres de l'ambassade d'URSS en Chine étaient arrêtés, surpris en flagrant délit d'espionnage. Un complice chinois passait aux aveux et reconnaissait avoir entrepris, pour le compte du Kremlin et après un stage de formation en URSS, des activités d'espionnage, de sabotage et de subversion sur le territoire de la République Populaire de Chine. Décidément, les sociaux-impérialistes ne ratent pas une occasion de montrer leur vrai visage contre-révolutionnaire. Quelle naïveté réactionnaire de croire que quelques espions et saboteurs pourraient échapper à la vigilance révolutionnaire du peuple chinois et fomenter des complots en toute impunité ! Quelle naïveté réactionnaire de croire que leurs grossières attaques et leurs calomnies contre la Chine pourraient tromper les masses et ne pas se retourner contre leurs auteurs.

Quelle naïveté, mais en même temps quel témoignage de leur dégénérescence, de leur haine contre le socialisme qui les fait descendre plus bas que la CIA dans leurs attaques contre la Chine socialiste ! Les sociaux-impérialistes, pris au piège de leur propre logique contre-révolutionnaire, sont condamnés - quels que soient les complots auxquels ils se livrent - à se démasquer de plus en plus comme les ennemis des peuples du monde.

à la conférence des partis révisionnistes européens, un seul point d'accord: l'alliance avec les socio-démocrates brandt, mitterand et cie

«Les communistes face à la crise de l'Europe», tel était le thème de la dernière rencontre, à Bruxelles, de tous les partis révisionnistes d'Europe occidentale. Tout un programme ! Pour les vrais communistes, la crise de l'impérialisme crée une situation encore plus favorable pour avancer vers la Révolution Proletarienne: faire payer la crise à la bourgeoisie: tel est notre mot d'ordre. Bien entendu, rien de tout cela dans les interventions de tous ces partis révisionnistes qui ont abandonné depuis longtemps la perspective de la Révolution Socialiste. Pour eux, il ne s'agit, comme le rappelle leur déclaration finale, que de mettre en œuvre des «mesures sociales hardies», de réaliser «de profondes transformations démocratiques visant à limiter la domination des monopoles»... vocabulaire connu qui cache bien mal la politique de collaboration de classe des révisionnistes européens: offrir à la bourgeoisie en crise une solution de rechange, dans le cadre du système capitaliste. Et dans ces conditions, la crise de l'Europe, comme ils disent, n'est pour eux qu'une occasion encore plus favorable pour leur participation à la gestion du capitalisme, à la place des équipes actuelles jugées par les révisionnistes, incapables d'apporter une solution à la crise.

C'est ainsi que, à propos de la question centrale de la conférence, celle de la participation à l'Europe des 9, aucune mention n'est faite, dans la déclaration finale, de la «Grande Europe», incluant les pays de l'Est, et que les révisionnistes soviétiques opposent toujours à la «petite Europe» occidentale: l'alignement pur et simple sur les positions du social-impérialisme n'est donc plus à l'ordre du jour. Par contre de nombreuses divergences sont apparues: des P.C., comme celui de la Grande Bretagne sont opposés à la participation à la CEE; d'autres, comme les P.C. français et italien sont pour. S'il y a de telles divergences, c'est que l'enjeu de la conférence de Bruxelles, c'était non

pas comment profiter de la crise pour frapper plus durement la bourgeoisie de chaque pays européens, mais c'était comment se sortir de la crise au mieux des intérêts du capital dans chacun des pays, promouvoir, comme dit la déclaration finale «une coopération européenne réellement démocratique répondant à l'intérêt de chacun de leur pays et de tous».

Par contre, il est un sujet sur lequel l'unanimité s'est faite, celui des alliances, la déclaration ne précise-t-elle pas que «les plus grandes difficultés pèsent directement sur la classe ouvrière, sur les millions de travailleurs immigrés surexploités, sur les paysans et l'ensemble des couches moyennes, ainsi que sur les petites et moyennes entreprises qui subissent les conséquences de la concentration monopoliste»... Et le Programme Commun des révisionnistes, «socialistes» et petits patrons radicaux de gauche est cité comme exemple à suivre par tous les P.C. d'Europe: l'alliance avec les sociaux-démocrates de tous bords; y compris donc ceux, comme Brandt en Allemagne Fédérale, Kreisky en Autriche, Joergensen au Danemark, Den Uyl aux Pays-Bas, Palme en Suède... tous au pouvoir, tous fidèles gestionnaires du capitalisme dans leurs pays. «De ce dialogue, de cette action commune dépend dans une mesure décisive les succès des luttes de la classe ouvrière et des travailleurs pour le progrès social, la démocratie, la paix et le socialisme». Ce socialisme-là a déjà fait ses preuves, c'est lui qui, en Hollande soutient les sionistes d'Israël, en Allemagne expulse les travailleurs immigrés... Nous n'en voulons pas.

«La solidarité européenne, disait Marchais à Bruxelles, n'est pas un mot d'ordre que nous dédaignons, mais ce ne peut être la solidarité avec M. Heath ou avec M. Luns...» Alors c'est sans doute, la solidarité avec M. Brandt ou M. Den Uyl. L'Europe des travailleurs de M. Marchais ressemble décidément beaucoup à l'Europe du capital d'aujourd'hui.